

Fiche outil : Comptes annuels

Focus : traitement des irrégularités

Contexte

Ce document rappelle les règles européennes en matière de traitement des irrégularités dans le cadre de l'exercice des comptes annuels. Il s'agit des dépenses irrégulières détectées après leur inclusion au sein d'un appel de fonds (ou demande de paiement) à la Commission européenne.

Principes

- ✓ Aucun montant irrégulier détecté au cours de l'exercice comptable ne peut être certifié dans les comptes annuels de cet exercice ;
- ✓ Il n'est pas permis de réintroduire dans les comptes annuels des dépenses irrégulières précédemment retirées d'une demande de paiement intermédiaire ;
- ✓ il n'est pas possible de certifier des dépenses faisant l'objet d'une évaluation quant à leur légalité et leur régularité : ces dépenses doivent être exclues des comptes (art. 137 §2);
- ✓ Il est possible, en application de l'article 137§2, du Règlement (UE) n°1303/2013 (RG), de réintroduire dans une demande de paiement d'un exercice comptable ultérieur les dépenses suspendues qui ont ensuite été jugées éligibles) ;
- ✓ L'option recouvrement n'est possible que pour les dépenses irrégulières précédemment incluses dans des comptes certifiés.

Définitions

Irrégularité	Toute violation du droit de l'Union ou du droit national relatif à son application résultant d'un acte ou d'une omission d'un opérateur économique participant à la mise en œuvre des Fonds ESI, qui a ou aurait pour effet de porter préjudice au budget de l'Union européenne par l'imputation au budget de l'Union d'une dépense indue (article2(36) du RG).
irrégularité systémique	Toute irrégularité qui peut présenter un caractère récurrent, avec une probabilité d'occurrence élevée dans des opérations de nature similaire, qui résulte d'une insuffisance grave au niveau du bon fonctionnement d'un système de gestion et de contrôle, y compris le non-établissement des procédures appropriées prévues par le présent règlement et les règles spécifiques des Fonds (article2(38) du RG).
Retrait	Procéder au retrait des dépenses irrégulières du programme dès qu'elles sont détectées, en les déduisant de la demande de paiement intermédiaire suivante, libérant de la sorte des fonds de l'Union, qui peuvent dès lors être affectés à d'autres opérations.
Recouvrement	Laisser dans un premier temps les dépenses irrégulières, figurant dans des

	comptes précédemment certifiés, dans le programme en attendant le résultat de la procédure de recouvrement auprès des bénéficiaires des subventions indûment versées et ne déduire les montants concernés de la demande de paiement intermédiaire suivante qu'une fois que le recouvrement a eu lieu.
Montant irrécouvrable	<p>Il s'agit d'un montant indument payé à un bénéficiaire, précédemment inclus dans des comptes certifiés présentés à la Commission européenne, que l'autorité de gestion a estimé irrécouvrable. Les montants indument payés peuvent être considérés comme irrécouvrables après que les autorités de gestion ont cherché à mettre en œuvre toutes les possibilités de recouvrement offertes par le cadre institutionnel et juridique national.</p> <p>L'autorité de gestion est responsable du remboursement des montants concernés au budget de l'Union, à moins qu'elle n'ait introduit, au plus tard le 15 février, une demande à la Commission dans le cadre de la procédure prévue par le Règlement délégué (UE) 2016/568 en vue d'obtenir que le budget de l'Union prenne en charge sa part des conséquences financières.</p>
Suspension/exclusion temporaire	<p>Procédure visant une dépense figurant précédemment dans une demande de paiement intermédiaire présentée pour l'exercice comptable. Cette dépense est exclue des comptes par une autorité de certification, en raison d'une évaluation en cours de sa légalité et de sa régularité.</p> <p>Tout ou partie de la dépense établie par la suite comme étant légale et régulière peut figurer dans une demande de paiement intermédiaire se rapportant aux exercices comptables ultérieurs. (article 137.2 du RG)</p>

Table des comptes de l'autorité de certification

La table des comptes de l'autorité de certification est structurée en 8 appendices.

Le premier appendice renseigne le montant cumulé des demandes de paiement réalisées auprès de la Commission européenne, pour l'exercice comptable en cours, duquel ont été déduits les montants des éventuelles dépenses irrégulières incluses précédemment dans une demande de paiement intermédiaire ou finale, et détectées après la demande de paiement intermédiaire finale.

« Table des comptes » de l'AC : Annexe VII du règlement d'exécution (UE) n°1011/2014

Appendice 1	Montants totaux des dépenses éligibles incluses en appel de fonds.
Appendice 2	Montants retirés et recouverts au cours de l'exercice comptable
Appendice 3	Montants à recouvrer à la fin de l'exercice comptable
Appendice 4	Montants recouverts au cours de l'exercice comptable (pérennité des opérations)
Appendice 5	Montants irrécouvrables à la fin de l'exercice comptables
Appendice 6	Montants de la contribution des programmes versés aux instruments financiers et montants payés par les instruments financiers aux bénéficiaires finaux
Appendice 7	Avances versées dans le cadre des aides d'Etat
Appendice 8	Recoupement des dépenses (explication des différences entre la Demande de paiement intermédiaire finale et les montants inclus en Appendice 1)

Traitement des irrégularités

En vertu de l'article 143 du RG, les autorités de gestion doivent procéder aux corrections financières requises en rapport avec des irrégularités individuelles ou systémiques détectées dans les opérations ou les programmes opérationnels.

Conformément à l'approche annuelle pour les comptes du programme, il convient d'opérer une distinction entre les corrections financières ayant une incidence sur des dépenses incluses dans une demande de paiement intermédiaire pour l'exercice comptable en cours (A) et celles ayant une incidence sur des dépenses précédemment incluses dans des comptes certifiés (B).

A. Dépenses incluses dans une demande de paiement intermédiaire ou finale pour l'exercice comptable en cours

A.1. Les dépenses en cours d'évaluation

(Article 137.2 du RG) Il s'agit des dépenses précédemment incluses dans une demande de paiement intermédiaire, qui font l'objet d'une évaluation de leur légalité et de leur régularité, avant la présentation des comptes à la Commission européenne au 15 février.

➔ L'irrégularité n'est pas encore qualifiée.

Les montants correspondants sont suspendus. C'est-à-dire qu'ils sont retirés des comptes (appendice 1) et cette déduction est déclarée à l'appendice 8 de la table des comptes (rapprochement entre les dépenses), avec des explications sur les différences.

Après le 15 février :

- **Si la légalité et régularité des dépenses évaluées est confirmée**, les montants correspondant pourront être réintroduits dans une demande de paiement de l'exercice comptable ultérieur (et comptabilisés dans l'appendice 1 des comptes ultérieurs). L'AC devra tenir à disposition, à des fins d'audit, les justificatifs étayant la réintroduction de ces dépenses.
- **Si les montants sont déclarés inéligibles**, l'irrégularité est *in fine* qualifiée, il s'ensuit que la suspension devient définitive et devient une correction financière par retrait/déduction des comptes.

A.2. Les dépenses irrégulières incluses dans une demande de paiement intermédiaire ou finale pour l'exercice comptable en cours

Lorsqu'une dépense irrégulière précédemment incluse dans une demande de paiement intermédiaire (ou finale) de l'exercice comptable en cours est détectée, il faut procéder au retrait ou à la déduction du montant correspondant des comptes en cours. La correction financière prend deux formes différentes, en fonction de la période, au cours de l'exercice comptable, durant laquelle l'irrégularité est détectée :

1. L'irrégularité est détectée avant la demande de paiement intermédiaire finale de l'exercice comptable en cours ([en bleu dans le schéma en annexe I](#))

L'irrégularité devra être corrigée au moyen du **retrait** d'un montant équivalent dans la prochaine demande de paiement intermédiaire, ou la demande de paiement intermédiaire finale de l'exercice comptable en cours.

2. L'irrégularité est détectée après la demande de paiement intermédiaire finale de l'exercice comptable en cours (en vert dans le schéma en annexe I)

La correction financière s'appliquera au moyen d'une **déduction** directement des comptes transmis à la Commission européenne le 15 février (appendice 1 de la table des comptes de l'AC). Il n'y a aucune autre démarche à réaliser suite à la déduction de l'irrégularité dans les comptes car la correction sera réalisée « automatiquement » suite à l'approbation des comptes (par conséquent, aucun retrait dans une demande de paiement ultérieure ne devra être effectué).

Explications : Il n'y a aucune autre démarche à réaliser suite à la déduction de l'irrégularité dans les comptes car la correction sera réalisée « automatiquement » suite à l'approbation des comptes.

Suite à l'examen et à l'approbation de l'assurance package (article 138 du RG) transmis le 15 février, la Commission procède au calcul du solde (la balance annuelle) (article 139.6 du RG).

Par exemple, en 2018, la Commission va calculer la balance des comptes 2016-2017 en soustrayant à l'aide UE déjà versée lors de la période comptable 2016-2017 (versement des 90% des demandes de paiements intermédiaires durant l'année comptable + versement du préfinancement annuel 2017) le montant des comptes transmis par l'AC en appendice 1 (montant total des dépenses éligibles enregistrées dans le système comptable de l'AC incluses dans un appel de fonds (après déduction des dépenses suspendues aux fins de contrôle, des dépenses irrégulières et des ajustements internes réalisés par l'AG et l'AC)).

Si le montant de la soustraction réalisée est positif, elle verse le montant dû à l'AG. Si le solde est négatif, alors la Commission doit recouvrer le montant trop perçu par l'AG : en émettant un ordre de recouvrement (théorique) et plus généralement en effectuant une compensation sur le prochain préfinancement annuel versé (en pratique) (article 139.7 du RG). Autrement dit, l'irrégularité signalée et retirée dans les comptes sera traitée lors de ce calcul, c'est pour cette raison que ni l'AG ni l'AC n'ont plus rien à faire suivant l'envoi des comptes à la Commission concernant ce cas précis d'irrégularité. L'AG n'a pas non plus, donc, à retirer cette dépense dans une prochaine demande de paiement intermédiaire « étiquetée » comptes annuels 2017-2018.

B. Dépenses incluses dans une demande de paiement intermédiaire ou finale pour des comptes certifiés

Pour des comptes précédemment certifiés, deux options de mise en œuvre des corrections financières sont possibles : le retrait immédiat d'un montant équivalent dans la prochaine demande de paiement intermédiaire de l'exercice comptable durant lequel l'irrégularité a été détectée (**B.1**), ou le retrait au sein d'une demande de paiement intermédiaire ultérieure après la réalisation du recouvrement auprès du bénéficiaire (**B.2**).

Ainsi, la correction financière sera toujours mise en œuvre dans une demande de paiement intermédiaire, étant donné que l'article 139§10 du RG, dispose que les montants irréguliers décelés après la présentation des comptes doivent être corrigés dans les comptes de l'exercice comptable où l'irrégularité a été décelée (à moins que la Commission ou la Cour des comptes européenne

détectent avant l'État membre une insuffisance grave dans le bon fonctionnement du système de gestion et de contrôle lorsque les articles 144 et 145 sur les corrections financières s'appliquent. Le remplacement des dépenses est encadré par les dispositions de l'article 143 du RG).

B.1. Procéder au retrait immédiat des dépenses irrégulières précédemment incluses dans des comptes certifiés

Dès détection de la dépense irrégulière, un montant équivalent est déduit de la demande de paiement intermédiaire suivante (en bleu dans le schéma en annexe II).

B.2. Procéder au recouvrement des dépenses irrégulières avant de procéder au retrait dans une demande de paiement intermédiaire

En cas de dépenses déjà certifiées dans des comptes précédents, l'autorité de gestion peut décider d'attendre l'achèvement des procédures de recouvrement avant de retirer les dépenses irrégulières d'une demande de paiement intermédiaire à la Commission et de les considérer comme montants à recouvrer inscrits dans les comptes jusqu'au recouvrement effectif.

Dès recouvrement effectif du montant indu, ce montant doit être déduit de la demande de paiement suivante. Ce montant recouvert sera inscrit à l'appendice 2 des comptes (en vert dans le schéma en annexe II).

Si le recouvrement n'a pas eu lieu avant la fin de l'exercice comptable durant lequel l'irrégularité a été détectée, alors le montant irrégulier en cours de recouvrement doit être déclaré à l'appendice 3 de la table des comptes (en violet dans le schéma en annexe II). Si un montant reste à recouvrer pendant plusieurs périodes comptables successives, il doit être déclaré à plusieurs reprises dans le cadre de chaque série de comptes. Dès que le montant indûment versé est recouvré, ce montant doit être déduit de la demande de paiement suivante.

B.3 Annulation de la participation publique

Lorsque l'AC a détecté des dépenses irrégulières et décidé de déduire celles-ci, par retrait ou recouvrement, de paiements intermédiaires ultérieurs/des comptes, l'État membre doit alors prendre une décision au sujet de l'annulation de la participation publique, en application de l'article 143 du RDC.

L'article 143, paragraphe 2, dispose que les États membres procèdent aux corrections financières requises en rapport avec les irrégularités individuelles ou systémiques détectées dans les opérations ou les programmes opérationnels. Les corrections financières consistent à annuler tout ou partie de la participation publique pour une opération ou un programme opérationnel. Les corrections financières sont inscrites dans les comptes de l'exercice comptable au cours duquel l'annulation a été décidée ou mise en œuvre. Pour appliquer une correction proportionnée et procéder ensuite à l'annulation de la participation publique, l'État membre tient compte de la nature et de la gravité des irrégularités et de la perte financière qui en résulte pour le Fonds ou pour le FEAMP.

Conformément à l'article 143, paragraphe 4, la participation annulée ne peut être réutilisée pour aucune opération ayant fait l'objet de la correction, ni, dans le cas d'une correction financière appliquée à la suite d'une irrégularité systémique, pour aucune opération concernée par cette irrégularité systémique, ce qui signifie que la réutilisation pour la même opération n'est pas possible

lorsque cette opération fait l'objet d'une correction enregistrée dans les comptes de l'autorité de certification.

Source : *Guidance sur les montants retirés, recouvrés, à recouvrer et sur les montants irrécouvrables*, p.11

C. Montants irrécouvrables et indus inférieurs à 250€

C.1. Montants irrécouvrables

Il s'agit d'un montant indûment payé à un bénéficiaire, précédemment inclus dans des comptes certifiés présentés à la Commission européenne, que l'autorité de gestion a estimé irrécouvrable. Les montants indûment payés peuvent être considérés comme irrécouvrables après que les autorités nationales ont cherché à mettre en œuvre toutes les possibilités de recouvrement offertes par le cadre institutionnel et juridique national. L'AC complètera alors l'appendice 5 de sa table des comptes.

En vertu de l'article 122.2 alinéa 4, « lorsque des montants indûment payés à un bénéficiaire ne peuvent pas être recouvrés en raison d'une faute ou d'une négligence d'un Etat membre, celui-ci est responsable du remboursement des montants concernés au budget de l'Union ».

- **Cas de non-remboursement au budget de l'Union**

Si l'autorité de gestion estime que le caractère irrécouvrable du montant indu n'a pas été causé par une faute ou une négligence de sa part, elle peut introduire au plus tard le 15 février, une demande à la Commission dans le cadre de la procédure prévue par le Règlement délégué (UE) 2016/568, en vue d'obtenir que le budget de l'Union prenne en charge sa part des conséquences financières.

Le règlement délégué (UE) 2016/568 prévoit 9 critères sur lesquels se fonde la Commission pour déterminer s'il y a eu faute ou négligence de la part de l'autorité de gestion (article 2), et encadre les échanges d'information entre l'AG et la Commission européenne.

C.2. Montants indus inférieurs à 250€ :

A compléter

Les Etats membres (les AG en France) peuvent décider de ne pas recouvrer auprès des bénéficiaires les montants qui n'excèdent pas 250€ hors intérêt pour la participation des fonds. Le seuil est calculé par opération et par année comptable. Ces montants ne doivent pas être remboursés au budget de l'Union, ne doivent pas être inclus à l'appendice 1 des comptes et ne peuvent pas être déclarés à l'appendice 5 (montant irrécouvrable). Aucune information ne doit être communiquée à la Commission dans le cadre du règlement sur les indus irrécouvrables.

Une Note des autorités françaises a été transmise à la Commission européenne le 16 avril 2018 ([TREG 2018/028](#)) afin de solliciter la confirmation par la Commission européenne de l'interprétation des autorités françaises de cette règle. La Commission y a répondu positivement par courrier du 16 juillet 2018 ([Ref. ARES\(2018\)3765442](#)).

Dans ce courrier, la Commission confirme la lecture et les exemples présentés par les autorités françaises et évacue tout doute sur les limites temporelles de mise en œuvre dans le cadre des comptes annuels :

Rappel de l'interprétation des autorités françaises confirmée par la Commission européenne :

« Il est laissé à la discrétion des Etats membres (Autorité de gestion – pourvu que cela soit inscrit

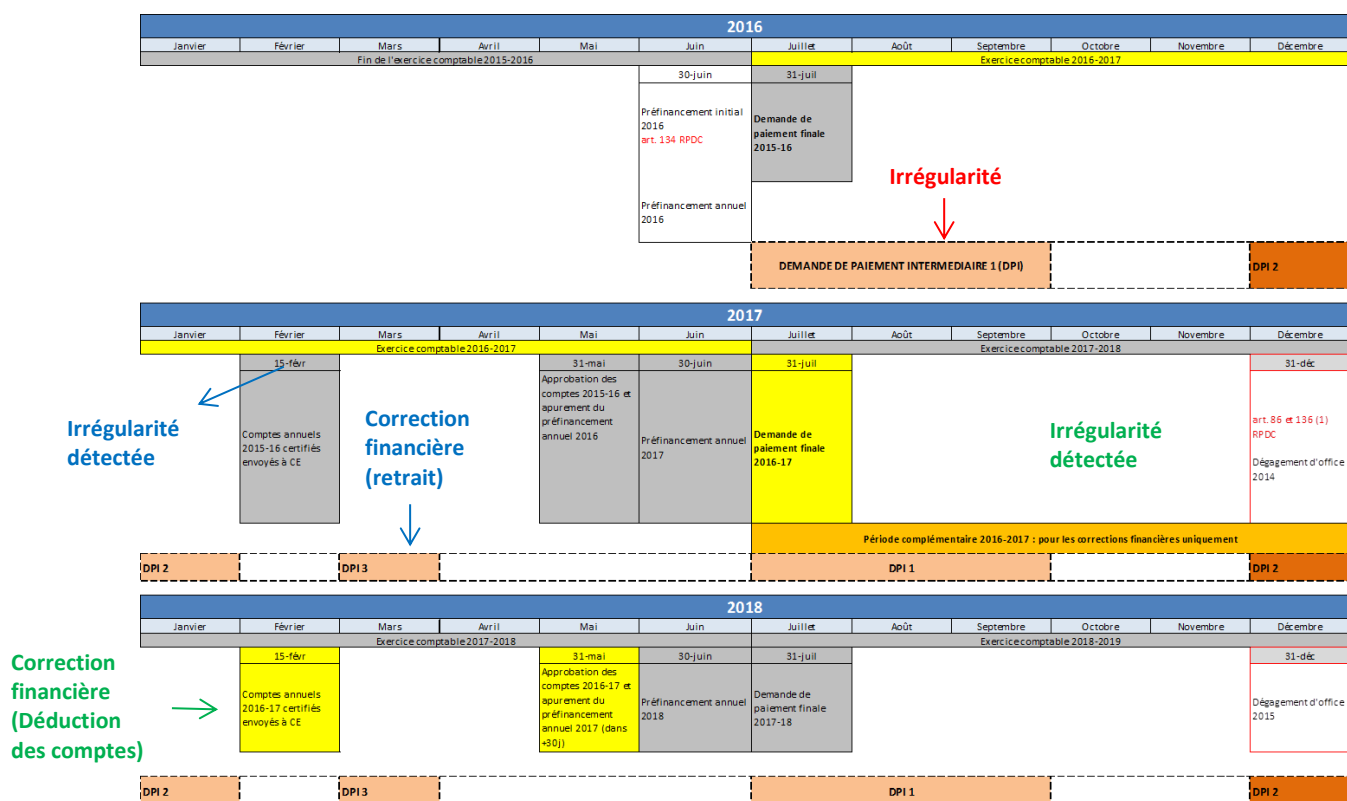
dans le DSGC) de ne pas recouvrer auprès des bénéficiaires un montant indûment payé, si le montant de la contribution des fonds qui doit être récupéré auprès du bénéficiaire, hors intérêts, ne dépasse pas la somme de 250EUR, et ce, quelle que soit la période durant laquelle cet indu est détecté et qualifié par l'Etat membre : que les dépenses concernées aient été certifiées dans des comptes précédemment présentés à la Commission européenne selon les modalités prévues par les articles 137 à 140 du règlement (UE) n°1303/2013, ou que les dépenses n'aient pas encore été certifiées dans les comptes présentés à la Commission, mais incluses dans une demande de paiement intermédiaire pour l'exercice comptable dont les comptes n'ont pas encore été présentés à la Commission »

Néanmoins, nous attirons les autorités de gestion régionales sur les règles nationales de comptabilités publiques qui pourraient éventuellement s'appliquer dans certains cas et fixer un seuil de non-recouvrement inférieur à 250€.

Pour les autorités de gestion « Etat » des programmes opérationnels « ICE », le décret GBCP n° 2012-1246 s'applique (voir en particulier les articles 114, l'article 192 alinéa 2) ainsi que le décret n°97-775 du 31 juillet 1997, fixant le plafond des créances qui ne sont pas recouvrées à 30 €" (ces dispositions ne s'appliquent pas aux collectivités territoriales mais celles-ci doivent rester averties sur les règles comptables qui leur sont propres).

Annexe I

Schéma des corrections financières pour des dépenses incluses dans une demande de paiement intermédiaire pour l'exercice comptable en cours de certification



Annexe II

Schéma des corrections financières pour des dépenses incluses dans des comptes précédemment certifiés

